



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/45/629
23 octobre 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-cinquième session
Point 100 de l'ordre du jour

PREVENTION DU CRIME ET JUSTICE PENALE

Application des conclusions du huitième Congrès des Nations Unies
pour la prévention du crime et le traitement des délinquants

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	1 - 9	3
II. RESUME DES RECOMMANDATIONS ET CONCLUSIONS DU HUITIEME CONGRES	10 - 55	5
A. Prévention du crime et justice pénale dans le contexte du développement : réalités et perspectives de la coopération internationale ..	10 - 24	5
B. Les politiques de justice pénale et les problèmes de l'emprisonnement, les autres sanctions pénales et les mesures de substitution	25 - 33	10
C. Action nationale et internationale efficace contre : a) le crime organisé; b) les activités terroristes criminelles	34 - 41	11
D. Prévention de la délinquance, justice pour mineurs et protection des jeunes : conceptions et orientations	42 - 46	13
E. Normes et principes directeurs de l'Organisation des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale : application et priorités en vue de la définition de nouvelles normes	47 - 55	15
90-26047 9480P (F)		/...

TABLE DES MATIERES (*suite*)

	<u>Paragrapbes</u>	<u>Page</u>
III. MODALITES D'APPLICATION ET OBSTACLES A SURMONTER	56 - 95	17
A. Criminalité transnationale	59 - 63	18
B. Planification de la prévention du crime et gestion de la justice pénale	64 - 71	19
C. Application des normes et principes directeurs de l'Organisation des Nations Unies	72 - 75	21
D. Renforcement de la coopération internationale et programme de l'Organisation des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale	76 - 95	22
IV. PROPOSITIONS CONCERNANT LES MESURES A PRENDRE	96 - 97	28
V. CONCLUSION	98 - 101	33

I. INTRODUCTION

1. Le présent rapport a été établi comme suite à la résolution 44/72 de l'Assemblée générale en date du 8 décembre 1989, dans le paragraphe 23 de laquelle l'Assemblée priait le Secrétaire général de lui présenter, à sa quarante-cinquième session, ses vues et recommandations sur l'application des conclusions du huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants 1/. Il contient un bref résumé des résultats des travaux du Congrès, un examen des modalités d'application et des obstacles à surmonter, et des propositions préliminaires concernant les mesures à prendre.

2. Les congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants se tiennent tous les cinq ans depuis 1955, conformément à la résolution 415 (V) de l'Assemblée générale en date du 1er décembre 1950. Ils ont servi de cadre mondial d'échanges de vues, contribué considérablement au processus de recherche de consensus et d'établissement de normes au niveau international et favorisé le développement d'une pratique progressiste. Le Conseil économique et social, dans sa résolution 1990/23 du 24 mai 1990, ayant réaffirmé l'importance de ces congrès, qui sont des événements de portée mondiale et offrent une tribune pour l'échange de connaissances spécialisées et de données d'expérience dans des domaines prioritaires et pour l'élaboration de politiques et le développement de la coopération internationale dans le domaine de la criminalité, a félicité le Secrétaire général du huitième Congrès pour les importants travaux préparatoires accomplis, malgré des ressources limitées. Par sa résolution 1990/27 adoptée le même jour, le Conseil, convaincu que pour renforcer l'efficacité du programme de l'Organisation des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale et lui permettre de mieux répondre aux besoins, il était nécessaire de lui assurer des ressources adéquates qui soient à la mesure des responsabilités plus larges qui lui incombent, a invité l'Assemblée générale à prendre, à sa quarante-cinquième session, lorsqu'elle examinerait le rapport du huitième Congrès, les mesures nécessaires pour assurer l'application en temps voulu et le suivi efficace des recommandations contenues dans le rapport.

3. En prévision du huitième Congrès et conformément aux mandats existants, en particulier la résolution 1986/10 du Conseil économique et social en date du 21 mai 1986, de nouveaux projets de normes, principes directeurs et traités types ont été formulés, de même que des manuels et des stratégies pour l'adoption de mesures pratiques. Les préparatifs ont comporté l'organisation d'une série de réunions interrégionales et régionales auxquelles ont assisté des experts et des représentants gouvernementaux de haut niveau et au cours desquelles les sujets inscrits à l'ordre du jour du Congrès ont été examinés en profondeur et du point de vue des préoccupations propres aux régions considérées. Les participants ont également examiné les divers projets d'instruments et de principes directeurs dont l'examen par le huitième Congrès était proposé et ils ont adopté un certain nombre de résolutions et de recommandations. En mettant au point les nouveaux instruments et normes proposés, le Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance a, en sa qualité d'organe préparatoire du Congrès, joué un rôle crucial en examinant toutes les propositions et en les soumettant au Congrès pour suite à donner, par l'intermédiaire du Conseil économique et social 2/.

4. Des activités additionnelles ont été organisées avant le Congrès avec l'appui des gouvernements et d'autres entités, en coopération avec le Secrétariat. De nombreux pays ont également présenté des exposés. Les organisations intergouvernementales et non gouvernementales ont joué elles aussi un rôle appréciable en soumettant de la documentation et en organisant des réunions spéciales avant et pendant le Congrès.

5. Au titre du thème général du Congrès, qui était "La coopération internationale dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale au XXI^e siècle", cinq questions avaient été inscrites à l'ordre du jour : 1) Prévention du crime et justice pénale dans le contexte du développement : réalités et perspectives de la coopération internationale; 2) Les politiques de justice pénale et les problèmes de l'emprisonnement, les autres sanctions pénales et les mesures de substitution; 3) Action nationale et internationale efficace contre : a) le crime organisé; b) les activités terroristes criminelles; 4) Prévention de la délinquance, justice pour mineurs et protection des jeunes : conceptions et orientations; et 5) Normes et principes directeurs de l'Organisation des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale : application et priorités en vue de la définition de nouvelles normes.

6. Deux ateliers ont été organisés : le premier sur les solutions de rechange à l'incarcération, où l'accent a été mis sur la recherche; le second sur l'informatisation de l'administration de la justice pénale, au cours duquel les participants ont assisté à des démonstrations pratiques. Une réunion spéciale sur la coopération technique destinée aux participants originaires de pays en développement et aux pays donateurs éventuels et une réunion des correspondants nationaux ont également été organisées. Des organisations intergouvernementales et non gouvernementales ont organisé, en coopération étroite avec le Secrétariat, une série de réunions annexes traitant des questions suivantes : la participation de la communauté aux traitements correctionnels; les politiques locales de prévention du crime; les enfants privés de leur liberté; en attendant que justice soit faite : la situation des détenus en instance de jugement en Amérique latine et en Europe occidentale; priorités en matière de réforme pénale; prévention des délits liés à l'informatique et poursuites dont ils peuvent faire l'objet; la violence dans la famille; stratégies visant à accroître le recours à des solutions autres que l'incarcération; action mondiale en faveur de l'abolition de la peine de mort; la récidive : problèmes non résolus de la politique criminelle; application des principes de base consacrés dans la Déclaration des Nations Unies sur les victimes; l'indépendance du pouvoir judiciaire; les drogues et la criminalité liée à la drogue; l'application des normes et règles des Nations Unies; non aux sanctions, oui à la réparation : une autre façon de concevoir la justice. Des groupes régionaux et des groupes de participants liés par des intérêts professionnels ont également tenu un certain nombre de réunions.

7. Une exposition, comprenant notamment des stands nationaux et des démonstrations de matériel et de logiciels informatiques a été organisée, et des films spécialisés ont été projetés. Une série de timbres commémorant le Congrès a été émise et les dessins soumis par des artistes de différents pays lors d'un concours organisé à cette occasion ont également été exposés.

8. Plus de 1 200 participants ont assisté au Congrès, y compris notamment des délégations de 127 pays, 37 ministres de la justice et de l'intérieur, 48 procureurs généraux et chefs de juridiction, 22 ministres adjoints, 8 sénateurs et autres parlementaires, 28 ambassadeurs et 31 directeurs généraux et chefs des services d'administration pénitentiaire et des services de police, ainsi qu'un grand nombre de représentants d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales et 350 experts ayant la qualité d'observateurs. Le Directeur général de l'Office des Nations Unies à Vienne a exercé les fonctions de secrétaire général du Congrès et le Chef du Service de la prévention du crime et de la justice pénale celles de secrétaire.

9. Le Congrès a recommandé à l'Assemblée générale d'adopter 13 projets d'instruments et résolutions et il a adopté trois autres instruments et 30 résolutions portant sur une vaste gamme de questions prioritaires, y compris des propositions pour un renforcement du programme de prévention du crime et de justice pénale des Nations Unies.

II. RESUME DES RECOMMANDATIONS ET CONCLUSIONS DU HUITIEME CONGRES

A. Prévention du crime et justice pénale dans le contexte du développement : réalités et perspectives de la coopération internationale

(point 3 de l'ordre du jour; sujet I)

10. Ce point de l'ordre du jour a donné l'occasion de passer en revue les tendances actuelles de la criminalité et de rendre compte des nouvelles mesures prises pour la combattre, eu égard au fait que la poussée de la criminalité constituait un facteur entravant la croissance économique et le développement social. Il a également fait ressortir, conformément au paragraphe 18 de la résolution 44/72 de l'Assemblée générale, l'importance que les gouvernements attachent à la coopération internationale en matière de prévention du crime et de lutte contre la délinquance et les domaines définis comme nécessitant une action concertée. A la conclusion de ses délibérations sur la question, le Congrès a recommandé deux projets de résolution appelant une décision de la part de l'Assemblée générale et a adopté un instrument important, 14 autres résolutions et une décision.

11. Le projet de résolution intitulé "Coopération internationale en matière de prévention du crime et de justice pénale dans le contexte du développement" que le Congrès recommande à l'Assemblée générale pour suite à donner contient 29 recommandations. Soulignant que la justice pénale devrait être axée sur le respect des principes énoncés dans la Déclaration de Caracas 3/, le Plan d'action de Milan 4/, les principes directeurs relatifs à la prévention du crime et à la justice pénale dans le contexte du développement et d'un nouvel ordre économique international 5/ et dans d'autres résolutions et recommandations pertinentes du septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, les recommandations proposent une vaste gamme de mesures que les gouvernements devraient appliquer. Elles exposent aussi dans leurs grandes lignes les options viables pour une action concertée et systématique en vue de renforcer la coopération internationale en matière de prévention du crime et de justice pénale au titre de cet important programme des Nations Unies, pour qu'il réponde mieux aux besoins et aux attentes des Etats Membres.

12. Le projet de résolution intitulé "Etude des fonctions et du programme de travail de l'Organisation des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale" que le Congrès recommande à l'Assemblée générale d'adopter, prend acte de l'approbation par le huitième Congrès du rapport du Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance intitulé "Pour un programme international efficace en matière de criminalité et de justice" (E/1990/31/Add.1), qui mettait en lumière le caractère alarmant de la situation actuelle de la criminalité dans le monde et proposait un programme international en matière de criminalité et de justice renforcé et véritablement efficace, afin d'englober toutes les fonctions nécessaires pour aider les pays à combattre les problèmes de la criminalité nationale et transnationale et à mettre sur pied des stratégies concertées contre celle-ci. Il demande aussi l'établissement d'un groupe de travail intergouvernemental qui formulerait des propositions en vue de l'élaboration d'un programme efficace en matière de prévention du crime et de justice pénale et indiquerait la meilleure façon d'exécuter ce programme. Le projet de résolution invite les Etats Membres à convoquer aussitôt que possible une réunion ministérielle qui serait chargée d'étudier le rapport du Groupe de travail afin de décider du contenu du futur programme, de déterminer s'il serait nécessaire d'élaborer une convention ou un autre instrument international dans lequel seraient précisés le contenu, la structure et la dynamique de ce programme, notamment les mécanismes permettant d'arrêter les priorités, d'assurer son application et de suivre les résultats obtenus. Le Secrétaire général est prié de prendre toutes les mesures d'ordre pratique nécessaires pour veiller à l'application rapide des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social pertinentes, dans la mesure où elles concernent le renforcement des effectifs du Service de la prévention du crime et de la justice pénale, compte tenu des tâches supplémentaires qui seront confiées au Service au titre des réunions susmentionnées et du programme en cours et futur, notamment des conclusions et recommandations du huitième Congrès.

13. Dans une résolution intitulée "Prévention de la délinquance en milieu urbain", le Congrès a recommandé aux Etats Membres de prendre les mesures nécessaires dans les domaines suivants : la famille, l'enfance, la jeunesse, la justice, la violence, le logement urbain et le développement communautaire, la prévention de l'abus de l'alcool, des drogues et autres substances, la police, les victimes, la prévention de la récidive et la communication. Le Congrès a invité le Secrétaire général à développer le rôle d'animation et de coordination du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies en matière de prévention de la délinquance par divers moyens, notamment en mettant au point des instruments qui permettent de contrôler et d'évaluer les politiques gouvernementales de lutte contre la délinquance, en encourageant les initiatives internationales et nationales dans ce domaine, en établissant une banque internationale de données sur la prévention du crime, en créant une fondation internationale pour la prévention de la criminalité et l'aide aux victimes, en donnant la priorité voulue à la mise en oeuvre de la résolution et en favorisant les objectifs; et il a prié le Secrétaire général de rendre compte de cette mise en oeuvre au neuvième Congrès.

14. Dans la résolution intitulée "Traité type pour la prévention des infractions visant les biens meubles qui font partie du patrimoine culturel des peuples", les Etats Membres étaient invités à considérer le traité type comme constituant un cadre susceptible d'aider les Etats à négocier et à conclure des accords bilatéraux

visant à améliorer la coopération dans ce domaine et à tenir le Secrétaire général régulièrement informé de leurs efforts. Dans une résolution connexe intitulée "Echanges d'informations informatisées pour combattre les infractions visant les biens culturels meubles", le Congrès a prié le Secrétaire général de prendre des dispositions, en coopération avec les Etats Membres, les organisations intergouvernementales, non gouvernementales et autres en vue de la mise en place de bases de données informatiques nationales et internationales qui seraient utilisées pour prévenir et combattre les infractions visant le patrimoine culturel et qui contiendraient des renseignements sur : a) les biens culturels meubles volés ou illégalement exportés dans le monde entier, b) la législation nationale et les instruments internationaux se rapportant à la protection du patrimoine culturel, et c) la lutte contre le trafic international des biens culturels meubles. Le Secrétaire général a été également prié d'examiner la possibilité de créer un fonds qui serait financé par les recettes provenant de l'utilisation des bases de données et servirait à faciliter l'accès à ces bases de données des pays qui ont besoin d'assistance.

15. Dans la résolution intitulée "Rôle de la législation pénale dans la protection de la nature et de l'environnement", le Congrès a demandé aux Etats Membres, notamment, de reconnaître la nécessité de modifier ou de promulguer, s'il y a lieu, et d'appliquer des lois pénales nationales destinées à protéger la nature et l'environnement ainsi que les personnes menacées par leur détérioration. Le Secrétaire général a été prié d'encourager l'incorporation dans les futures conventions internationales sur la protection de l'environnement de dispositions en vertu desquelles les Etats devraient prendre des sanctions dans le cadre du droit pénal national, et d'établir tous les cinq ans un rapport sur les faits nouveaux intervenus dans le domaine du droit pénal environnemental.

16. Le huitième Congrès a demandé que la lutte contre les nouvelles formes de criminalité fasse l'objet d'une coopération internationale accrue et de nouvelles modalités. Dans la résolution intitulée "Criminalité informatique", il a demandé la diffusion de principes directeurs et de normes pour aider les Etats Membres à traiter de ces problèmes aux niveaux national et international. Le Secrétaire général a été prié a) de convoquer une réunion spéciale d'experts chargée de soumettre au Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance des propositions en vue d'une action nationale et internationale et b) d'envisager la publication d'un ouvrage technique consacré à la prévention des délits informatiques et aux poursuites dont ils peuvent faire l'objet.

17. Dans sa résolution intitulée "Corruption dans l'administration", le Congrès a recommandé, notamment, que les Etats Membres conçoivent des mécanismes administratifs et des mécanismes de contrôle visant à prévenir la corruption et les abus de pouvoir. Le Congrès a également approuvé le Manuel des mesures pratiques contre la corruption (TCD/SEM.90/2), en demandant qu'il soit diffusé largement, et il a prié le Service de la prévention du crime et de la justice pénale de solliciter les vues des gouvernements, des organisations intergouvernementales et non gouvernementales et des associations professionnelles sur les mesures préconisées. Le Comité a également été prié de mettre au point un projet de code de conduite international pour les agents de l'Etat, de garder constamment à l'étude la question de la corruption et de présenter les résultats des mesures

prises au neuvième Congrès. Le Département de la coopération technique pour le développement a été prié, en coopération avec le Service de la prévention du crime et de la justice pénale, de fournir aux Etats qui en font la demande une assistance en matière de planification stratégique de programmes de lutte contre la corruption et d'organiser d'autres activités appropriées.

18. Dans sa résolution intitulée "Le crime organisé", le Congrès a invité le Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance à étudier la question de l'établissement d'un registre des sanctions pénales, dans lequel seraient consignées les sanctions infligées aux auteurs de délits de trafic de drogues et de trafic d'armes et de personnes, d'actes de terrorisme, d'atteintes à l'environnement et d'infractions concernant les biens culturels ayant présenté un caractère transnational. Dans sa résolution intitulée "Racket et trafic de stupéfiants et substances psychotropes", le Congrès a demandé que la coopération internationale et les mesures visant à lutter contre ceux-ci soient intensifiées, compte dûment tenu des droits de l'homme et de la souveraineté et de l'intégrité territoriale et politique des Etats. Dans une autre résolution, intitulée "Lutte contre la toxicomanie", le Congrès a engagé les Etats Membres à développer et à renforcer la coopération internationale dans ce domaine, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, et a précisé les principes qui devraient régir celle-ci.

19. Dans sa résolution intitulée "Coopération internationale et assistance mutuelle grâce à des programmes de formation et l'échange de connaissances spécialisées", le Congrès a invité les Etats Membres à mettre leurs programmes de formation à la disposition des Etats Membres qui souhaitent établir de tels programmes et a recommandé que l'Organisation des Nations Unies coordonne et favorise ces efforts. Dans une résolution intitulée "Consolidation du rôle des correspondants nationaux", le Congrès a reconnu le rôle crucial qu'ils jouaient dans les échanges d'informations entre les Etats Membres et l'Organisation des Nations Unies et a proposé de maximiser leur contribution, particulièrement par l'intermédiaire du réseau mondial d'information des Nations Unies sur la criminalité et la justice pénale.

20. Dans sa résolution intitulée "Elaboration d'enquêtes statistiques des Nations Unies sur la justice pénale", le Congrès a fait des recommandations sur la conception des futures enquêtes sur les tendances de la criminalité mondiale pour permettre de prendre des décisions plus documentées fondées sur l'amélioration de la collecte et de l'analyse des statistiques sur la justice pénale. Reconnaissant la nécessité d'élaborer de nouvelles approches pour aider les Etats Membres à construire et à développer leurs bases de données sur les tendances de la criminalité et de fournir une assistance aux pays en développement à cet égard (par exemple, des avis sur les stratégies de collecte de données, une assistance en matière d'automatisation et de formation de personnel statistique), le Congrès a prié le Secrétaire général de nommer un groupe spécial d'experts qui lui donnerait des avis en ce qui concerne la conception, la mise au point, la réalisation et l'analyse des futures enquêtes statistiques des Nations Unies et a invité les Etats Membres à participer plus activement à la mise au point des enquêtes sur la justice pénale.

21. Dans sa résolution intitulée "Aspects sociaux de la prévention du crime et de la justice pénale dans le contexte du développement", le Congrès a fait appel aux Etats Membres pour qu'ils élaborent leurs politiques économiques en vue, notamment, de réduire la criminalité et pour qu'ils appuient la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement; il a invité instamment les gouvernements, les institutions financières internationales, les banques commerciales et la communauté internationale à chercher des solutions rapides et durables aux problèmes du commerce international et de la dette qui imposent une charge particulièrement lourde aux pays en développement qui est exacerbée par le coût social et matériel de la criminalité. Le Secrétaire général a été prié de proposer des mesures en vue d'une utilisation accrue de l'éducation en matière de prévention du crime et de justice pénale, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) et d'autres organisations intéressées, et d'envisager l'établissement d'un manuel. Il a demandé qu'une action internationale soit engagée pour empêcher une dégradation accrue de l'environnement en vue de garantir de meilleures conditions de vie et pour harmoniser les dispositions des instruments internationaux entraînant des sanctions pénales en vertu du droit pénal national.

22. Dans sa résolution intitulée "Appui à l'Institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants", le Congrès a prié instamment les Etats Membres de la région qui ne l'ont pas encore fait d'adhérer au statut de l'Institut, de remplir leurs obligations financières envers l'Institut et de poser ainsi les assises solides qu'exige son fonctionnement. Le Congrès a invité la communauté internationale, y compris les organisations scientifiques et non gouvernementales, à venir en aide à l'Institut en lui fournissant des ressources financières et une assistance technique, directement ou par l'intermédiaire du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la défense sociale.

23. Dans sa résolution intitulée "Appui à l'Institut des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Amérique latine", le Congrès a prié le Secrétariat de soutenir et promouvoir la coopération technique et financière entre les pays développés et les pays en développement en ce qui concerne la prévention du crime, la justice pénale et les droits de l'homme, et il a demandé instamment aux gouvernements des pays développés extérieurs à la région, au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), au Département de la coopération technique pour le développement et aux autres institutions et fonds d'organismes internationaux d'apporter un plus grand appui financier et technique aux pays d'Amérique latine et des Caraïbes, par l'intermédiaire de l'Institut.

24. Dans une décision intitulée "Suite à donner aux conclusions du huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants", le Congrès a prié le Secrétaire général d'accorder une attention prioritaire aux mesures pratiques spécifiques à prendre pour lutter contre le crime international, à encourager l'application effective des normes, règles et instruments adoptés par la communauté internationale et à apporter une coopération technique aux Etats Membres qui en font la demande. Il a également adopté, au titre de ce point de l'ordre du jour, une résolution exprimant sa gratitude au Gouvernement hôte pour sa généreuse hospitalité et pour les excellentes facilités qu'il lui a fournies.

B. Les politiques de justice pénale et les problèmes de l'emprisonnement, les autres sanctions pénales et les mesures de substitution

(point 4 de l'ordre du jour; sujet II)

25. Au titre de ce point, le Congrès a recommandé à l'Assemblée générale d'adopter trois projets de résolution et a adopté huit résolutions visant à assurer le traitement plus efficace et plus humain des délinquants dans les établissements et au sein de la collectivité, en insistant sur un recours plus généralisé aux solutions de rechange à l'incarcération.

26. Le projet de résolution intitulé "Règles minima des Nations Unies pour l'élaboration de mesures non privatives de liberté (Règles de Tokyo)", que le Congrès recommande à l'Assemblée générale d'adopter, invite les Etats Membres à diffuser ces règles et à en assurer l'application. Il prie également le Secrétaire général d'élaborer un commentaire sur ces règles et engage les instituts régionaux et interrégionaux et les autres organismes intéressés à aider les Etats Membres à en assurer l'application. Le Secrétaire général est prié d'établir tous les cinq ans un rapport sur les progrès accomplis à l'intention du Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance.

27. Le projet de résolution sur les "Principes fondamentaux relatifs au traitement des détenus", dont l'adoption est recommandée à l'Assemblée générale, prie le Secrétaire général d'appeler l'attention des Etats Membres sur les principes énoncés dans l'annexe à la résolution, qui visent à assurer aux détenus un traitement constructif et humain, en tant que supplément à l'ensemble de règles minima pour le traitement des détenus 6/.

28. Le projet de résolution intitulé "Informatisation de la justice pénale" demande que les Etats Membres participent activement à la promotion de l'informatisation de leur système de justice pénale et prie le Secrétaire général d'entreprendre une gamme d'activités en vue d'assurer une plus grande utilisation de ces progrès technologiques pour augmenter la capacité de gestion et revaloriser ainsi ce secteur de l'administration publique, de renforcer le réseau mondial d'information des Nations Unies sur la criminalité et la justice pénale, d'établir un programme de coopération technique pour fournir une assistance aux pays en développement et de créer un groupe international d'experts qui, notamment, suivrait les activités du programme de coopération technique. Le Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance est prié d'envisager d'inscrire cette question à l'ordre du jour provisoire du neuvième Congrès.

29. La résolution intitulée "La gestion de la justice pénale et l'élaboration des principes en matière de peines" offre des principes directeurs liés à l'application du droit pénal et à la politique en matière de peines destinés à assurer la cohérence et l'équité du système de justice pénale, fondés sur la politique du recours minimum nécessaire aux procédures officielles, du recours minimum nécessaire à l'incarcération, et à la fourniture d'informations appropriées aux magistrats sur l'effet de leurs décisions sur le reste du système. Des recommandations sont également données au sujet de la gestion des prisons en cas de crise et de la mise au point de programmes de formation.

/...

30. La résolution intitulée "Principes et directives devant régir la recherche sur les peines non privatives de liberté" prévoit des principes directeurs pour l'utilisation productive de la recherche assurant que les peines de substitution seront utilisées aussi largement et de manière aussi appropriée que possible.

31. La résolution intitulée "Détention provisoire" aborde l'un des principaux problèmes qui se posent dans de nombreux pays, en soulignant qu'il ne faut recourir à la détention provisoire que lorsque celle-ci est inévitable. Le Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance est invité à examiner la question et à prendre un certain nombre de mesures, y compris la présentation de propositions au neuvième Congrès tandis que le Secrétaire général est prié de fournir l'assistance nécessaire. Dans une résolution intitulée "Avis sur la libération des condamnés à la réclusion perpétuelle", le Comité a été prié d'étudier cette question.

32. La résolution intitulée "Infection par le virus d'immunodéficience humaine (VIH) et syndrome d'immunodéficience acquise (SIDA) dans les prisons" reconnaît le grave problème qui se pose à cet égard aux autorités pénitentiaires. Le Secrétaire général est prié, en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé, d'aider les administrations pénitentiaires à mettre au point des programmes nationaux de prévention et de lutte contre le SIDA à l'intention des populations carcérales, d'encourager la coopération internationale et d'élaborer des principes directeurs devant régir les aspects institutionnels et cliniques du traitement des prisonniers infectés par le virus d'immunodéficience humaine et de ceux atteints du SIDA.

33. La résolution intitulée "Coopération internationale et interrégionale en matière d'administration des prisons, de sanctions communautaires et d'autres questions" préconise, comme les Règles de Tokyo, le recours maximum aux sanctions communautaires. Elle contient aussi des recommandations tendant à améliorer l'administration des prisons; ces recommandations traitent notamment du statut professionnel du personnel et de questions telles que le travail, l'éducation, les loisirs et visites familiales, les mineurs, les drogues et les soins de santé, ainsi que de la coopération internationale. La résolution envisage des réunions régionales et interrégionales régulières des chefs des administrations pénitentiaires, coordonnées par l'Organisation des Nations Unies, et d'autres activités pertinentes. Dans une autre résolution, le Secrétaire général a été invité à coopérer étroitement avec le Comité international de la Croix-Rouge en ce qui concerne le traitement des détenus. Dans une autre résolution encore, le Congrès a proposé que l'Assemblée générale proclame une année internationale pour la protection des victimes et la réhabilitation des délinquants.

C. Action nationale et internationale efficace contre : a) le crime organisé; b) les activités terroristes criminelles
(point 5 de l'ordre du jour; sujet III)

34. Trois instruments internationaux importants ont été approuvés par consensus en tant que projets de résolution à soumettre à l'Assemblée générale pour adoption : le traité type d'extradition, le traité type d'entraide judiciaire en matière pénale et le traité type sur le transfert des poursuites pénales. Les "Principes

directeurs pour la prévention et la répression du crime organisé" et les "Mesures contre le terrorisme international" ont été annexés à des résolutions du Congrès. Les trois traités types doivent servir de base aux négociations bilatérales entre Etats et les deux ensembles de recommandations doivent aider les gouvernements désireux d'améliorer leur action nationale et internationale en vue de prévenir et de réprimer le crime organisé et le terrorisme.

35. Les traités types, qui se complètent mutuellement, ont pour but d'empêcher que les délinquants n'échappent aux poursuites et aux sanctions. Ainsi, le traité type d'extradition et le traité type sur le transfert des poursuites pénales représentent les deux faces de la formule aut dedere aut judicare et doivent, autant que possible, garantir que le délinquant sera traduit en jugement. Le traité type d'entraide judiciaire en matière pénale facilite le rassemblement des preuves nécessaires à la poursuite des infractions, où qu'elles aient été commises. Il comporte aussi un protocole facultatif destiné à permettre le gel et la saisie des avoirs provenant d'activités criminelles.

36. Dans ces projets de résolution, le huitième Congrès a recommandé que l'Assemblée prie instamment les Etats Membres de renforcer la coopération internationale dans le domaine de la justice pénale et de tenir le Secrétaire général régulièrement informé des arrangements pris dans les domaines couverts par les traités types. Il a en outre recommandé que le Secrétaire général porte les trois traités types à l'attention des Etats Membres et que le Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance examine périodiquement les progrès accomplis dans leur application et prête aux Etats Membres qui le lui demandent ses conseils et son assistance en vue de donner effet à ces traités et d'élaborer des dispositions législatives appropriées.

37. Les "Principes directeurs pour la prévention et la répression du crime organisé", qui sont annexés à la résolution du Congrès intitulée "Prévention et répression du crime organisé", mettent notamment l'accent sur des mesures nationales telles que la nécessité de sensibiliser et de mobiliser le public, de dispenser une meilleure formation pour améliorer les compétences et les qualifications professionnelles des agents des services de répression et de la justice, d'adopter une législation définissant de nouveaux délits en matière de blanchiment de fonds, de fraude organisée et de criminalité informatique, et d'axer l'attention sur les nouvelles méthodes d'enquête pénale pour suivre la piste de l'argent. Ils soulignent également l'importance des initiatives internationales dans des domaines tels que les services consultatifs et la coopération technique ainsi que la priorité qu'il faudrait accorder à l'entraide, au transfert des poursuites pénales, à l'exécution des jugements en matière pénale, y compris la confiscation des avoirs illicites, et à l'établissement de procédures d'extradition moins compliquées.

38. Les "Mesures contre le terrorisme international", qui sont annexées à la résolution intitulée "Activités criminelles terroristes", soulignent l'importance de la coopération internationale pour une prévention et une répression efficaces et uniformes du terrorisme. Elles préconisent une coopération entre les services de police, les ministères publics et les autorités judiciaires, une intégration accrue au sein des divers organismes responsables de la répression et de la justice

pénale, la protection des magistrats, des jurés, des avocats et des autres membres du personnel des juridictions pénales, la définition des modalités de la coopération internationale en matière pénale à tous les niveaux de l'action répressive, le renforcement de l'éducation et de la formation du personnel des services de répression, y compris l'organisation de cours spécialisés sur le droit pénal international et sur le droit pénal et la procédure pénale comparés, la protection et l'indemnisation des victimes du terrorisme et la mise au point de programmes destinés à sensibiliser le public, par le biais des médias, aux dangers de la violence terroriste.

39. Les mesures préconisent aussi une plus grande uniformité dans les législations et pratiques des Etats en ce qui concerne la compétence en matière pénale. Il y est dit en outre que les Etats devraient s'efforcer de conclure et d'appliquer des traités d'extradition dans le cadre soit de conventions multilatérales ou régionales soit d'accords bilatéraux. Il faudrait aussi entreprendre une étude sur la possibilité d'élaborer une convention internationale tendant à renforcer la protection des cibles particulièrement vulnérables dont la destruction aurait de graves conséquences pour la société. Les Etats sont invités à se donner les moyens législatifs d'exercer un contrôle efficace sur les armes, munitions, explosifs et autres objets dangereux aboutissant entre les mains de terroristes.

40. Il est en outre suggéré que le Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance donne à la Commission du droit international son avis sur la codification du droit pénal international et que la Commission soit encouragée à continuer d'étudier la possibilité de créer une cour pénale internationale ou un autre mécanisme juridictionnel pénal de caractère international qui aurait compétence à l'égard des personnes présumées avoir commis des infractions liées au terrorisme ou au trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes. Les mesures reconnaissent aussi le rôle central qui incombe à l'Organisation des Nations Unies, notamment aux organes s'occupant de la prévention du crime et de la justice pénale, dans la préservation de la paix, le renforcement de l'ordre mondial et la lutte contre la criminalité.

41. En adoptant les principes directeurs et les mesures, le huitième Congrès a prié instamment les Etats Membres d'envisager favorablement de les mettre en pratique sur le plan national et international.

D. Prévention de la délinquance, justice pour mineurs et protection des jeunes : conceptions et orientations
(point 6 de l'ordre du jour; sujet IV)

42. Le Congrès a recommandé à l'Assemblée générale d'adopter quatre projets de résolution, y compris deux instruments internationaux importants : les "Principes directeurs des Nations Unies pour la prévention de la délinquance juvénile" (Principes directeurs de Riyad) et les "Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté".

43. Les principes directeurs de Riyad sont un ensemble de 65 principes d'application universelle visant à empêcher la délinquance juvénile avant que les jeunes n'enfreignent la loi. Dans le but de promouvoir le bien-être des jeunes dès

la petite enfance, les principes directeurs soulignent que les jeunes devraient jouer un rôle actif et ne pas être considérés comme simples objets de mesures de socialisation et de contrôle. Les principes directeurs insistent sur la nécessité de prendre à temps des mesures de protection et de prévention en faveur de tous les jeunes et plus spécialement de ceux qui sont en état de "risque social". Dans le projet de résolution que le Congrès a recommandé à l'Assemblée générale d'adopter, le Secrétaire général a été prié d'intensifier la recherche sur les situations de risque social et sur l'exploitation des enfants pour mettre au point des contre-mesures globales, de publier un manuel sur les normes devant régir la justice pour mineurs et de faire rapport au neuvième Congrès.

44. Les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté traitent du recours excessif à la détention de mineurs. Les règles spécifient les conditions requises pour s'assurer que les mineurs privés de liberté soient traités équitablement et pour protéger leurs droits et leur bien-être d'une manière qui soit compatible avec les droits de l'homme et les libertés fondamentales afin de parer aux effets néfastes de tout type de détention. Elles traitent de l'administration des établissements pour mineurs et plus spécialement de la détention avant jugement, qui présente des risques particulièrement graves. Les règles soulignent la nécessité de séparer les mineurs des délinquants adultes et l'importance qu'il y a à classer convenablement les mineurs dans les établissements de détention. Dans le projet de résolution que le Congrès a recommandé à l'Assemblée générale d'adopter, le Secrétaire général a été chargé de procéder à des études comparatives, de promouvoir la collaboration requise pour mettre au point des stratégies concernant le traitement des mineurs qui commettent des infractions graves et persistantes et d'établir, à l'intention du neuvième Congrès, un rapport sur cette question qui serait axé sur l'adoption de mesures.

45. Dans le projet de résolution intitulé "Utilisation des enfants dans des activités criminelles", que le Congrès a recommandé à l'Assemblée générale d'adopter, les Etats Membres et le Secrétaire général ont été priés de formuler des programmes dans ce domaine et d'adopter des mesures concrètes. De plus, le Secrétaire général a été prié d'étudier la situation dans différents pays en coopération avec les organismes compétents et de faire rapport au neuvième Congrès.

46. Dans le projet de résolution intitulé "La violence dans la famille", que le Congrès a également recommandé à l'Assemblée générale d'adopter, les Etats Membres, le Secrétaire général et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales intéressées ont été invités à faire figurer le problème de la violence dans la famille à l'ordre du jour de l'Année internationale de la famille. Le Secrétaire général a aussi été prié de réunir un groupe de travail d'experts chargé d'établir, à l'intention des praticiens, des principes directeurs ou un manuel qui seront examinés au neuvième Congrès et aux réunions préparatoires régionales. Le Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance a été prié d'envisager d'inscrire, à titre prioritaire, la question de la violence dans la famille à l'ordre du jour du neuvième Congrès.

E. Normes et principes directeurs de l'Organisation des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale : application et priorités en vue de la définition de nouvelles normes (point 7 de l'ordre du jour; sujet V)

47. Le Congrès a approuvé par consensus trois instruments internationaux importants qu'il a recommandé à l'Assemblée générale d'adopter : les "Principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois", les "Principes de base relatifs au rôle du barreau" et le "Traité type relatif au transfert de la surveillance des délinquants bénéficiant d'un sursis à l'exécution de la peine ou d'une libération conditionnelle". Le Congrès a également adopté les "Principes directeurs applicables au rôle des magistrats du parquet".

48. Le traité type s'inspire de l'expérience acquise à la faveur des conventions, traités et accords existants. Il traite du champ d'application, des types de transfert et des principes fondamentaux sous-jacents relatifs à la souveraineté nationale, de la double incrimination, des droits de la victime, de la règle non bis in idem, de l'adaptation et de la non-aggravation. Dans la résolution à laquelle le traité type est annexé, le Secrétaire général a été prié d'aider les Etats Membres à conclure de tels traités et de faire rapport régulièrement au Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance à ce sujet.

49. Les Principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois font une distinction entre les dispositions générales applicables seulement à l'utilisation des armes à feu et les diverses formes du recours à la force et de l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois agissant individuellement, en formation ou en groupes plus nombreux et par les agents de l'administration pénitentiaire. Ils ont notamment trait au recours à la force et à l'utilisation des armes à feu en tant que moyens de dernier ressort, aux questions d'éthique, aux nouvelles techniques permettant de mettre au point des armes et munitions non meurtrières neutralisantes à utiliser dans les situations appropriées, à l'emploi, par les responsables de l'application des lois, de moyens proportionnés à la situation, aux aptitudes des responsables de l'application des lois et à leur formation au recours à la force ou à l'utilisation des armes à feu, à l'aide psychologique aux responsables de l'application des lois qui doivent recourir à la force ou utiliser des armes à feu dans l'exercice de leurs fonctions, et aux procédures appropriées de rapport et d'enquête.

50. Les Principes de base relatifs au rôle du barreau ont une portée limitée mais précise : ils contiennent des suggestions pratiques pour l'exercice quotidien de la profession d'avocat et mettent l'accent sur la justice pénale. Ils ont trait à la possibilité pour tous les groupes de la société de bénéficier effectivement de prestations juridiques, au droit des inculpés d'être assistés par un avocat de leur choix, à l'éducation du public sur le rôle des avocats dans la protection des droits et libertés fondamentaux, aux aptitudes et à la formation des avocats et à la non-discrimination dans l'accès à la profession d'avocat, au rôle des gouvernements, des barreaux et des autres associations professionnelles d'avocats,

au droit des avocats de représenter des clients ou de plaider des causes sans crainte de répression ou de persécution, et au devoir des avocats de respecter le caractère confidentiel de leurs communications avec leurs clients, y compris le droit de refuser de témoigner. En adoptant ces principes, le Congrès a tenu compte de l'étude et du projet de déclaration sur l'indépendance et l'impartialité du pouvoir judiciaire, des jurés et des assesseurs et sur l'indépendance des avocats (E/CN.4/Sub.2/1985/18 et Add.1 à 6 et E/CN.4/Sub.1/1988/20/Add.1 et Add.1/Corr.1), conformément à la résolution 1989/32 de la Commission des droits de l'homme.

51. Le Congrès a prié le Secrétaire général de diffuser ces instruments et de les porter à l'attention des gouvernements et de tous les organismes des Nations Unies intéressés, de les inclure dans la prochaine édition de la publication des Nations Unies intitulée Droits de l'homme : Recueil d'instruments internationaux, de fournir aux gouvernements, sur leur demande, les services d'experts et de conseillers régionaux et interrégionaux pour aider à l'application des normes, de faire rapport au neuvième Congrès sur l'assistance et la formation techniques effectivement fournies et de faire rapport au Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance, lors de sa douzième session, sur les mesures d'application qui auront été prises.

52. Les Principes directeurs applicables au rôle des magistrats du parquet, annexés à la résolution du Congrès qui porte le même titre, visent à promouvoir l'équité, la franchise, la responsabilité et l'efficacité en matière de poursuites. Ils soulignent l'importance des décisions d'engager des poursuites ou de renoncer aux poursuites et ont trait à l'interdiction de toute discrimination dans la prise des décisions, aux qualifications, à la sélection et à la formation des magistrats du parquet, à leur situation, leurs responsabilités spéciales et leurs conditions de service, à leurs pouvoirs discrétionnaires, à leur rôle dans la procédure pénale, aux solutions de rechange aux poursuites judiciaires, aux relations avec la police et les autres institutions publiques et aux procédures disciplinaires. Le Congrès a prié le Secrétaire général de diffuser largement les principes directeurs, d'établir à partir de 1993 des rapports quinquennaux sur leur application et d'aider les Etats Membres à les appliquer.

53. En plus de ces quatre instruments relatifs aux droits de l'homme dans l'administration de la justice, le Congrès a adopté trois autres résolutions. Dans la résolution intitulée "La protection des droits de l'homme des victimes de la criminalité et des victimes d'abus de pouvoir", le Congrès a notamment prié le Secrétaire général d'étudier la possibilité de créer, dans le cadre du programme de prévention du crime et de justice pénale des Nations Unies, un fonds international pour l'indemnisation et l'assistance aux victimes de crimes transnationaux et pour la promotion de la recherche internationale, la collecte et la diffusion de données et l'élaboration de principes directeurs. Le Secrétaire général a en outre été prié de diffuser largement le guide à l'attention des praticiens sur les principes fondamentaux de justice relatifs aux victimes de la criminalité et aux victimes d'abus de pouvoir (A/CONF.144/20, annexe) et les Mesures pour l'application de la Déclaration des principes fondamentaux de justice relatifs aux victimes de la criminalité et aux victimes d'abus de pouvoir (E/AC.57/1988/NGO/1).

54. Dans sa résolution intitulée "Transfert de l'exécution des sentences pénales", le Congrès a notamment engagé le Secrétaire général à fournir ou aider à fournir des avis spécialisés et un appui technique aux Etats Membres désireux de conclure des accords dans ce domaine. Le Congrès a également engagé le Secrétaire général à encourager une collaboration internationale dans le domaine de la recherche en ayant recours en particulier aux instituts régionaux et interrégionaux des Nations Unies chargés de la prévention du crime et du traitement des délinquants.

55. Dans sa résolution intitulée "Mise au point de procédures qui permettront d'évaluer dans quelle mesure les Etats Membres appliquent les normes et principes directeurs de l'Organisation des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale", le Congrès a notamment prié le Secrétaire général, sous réserve de la disponibilité de ressources extrabudgétaires, de réunir, sur la base des principes de la répartition géographique équitable et de la priorité accordée aux pays en développement, un groupe spécial d'experts chargé de présenter au Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance, à sa douzième session, des propositions visant à promouvoir l'application des normes existantes, à renforcer et rationaliser les arrangements en vue d'une telle évaluation et à améliorer les techniques permettant d'assurer l'évaluation et le suivi adéquats de l'application des normes et principes directeurs de l'Organisation des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale.

III. MODALITES D'APPLICATION ET OBSTACLES A SURMONTER

56. Le nombre et la portée des recommandations faites par le Congrès témoignent de l'ampleur des besoins dans le domaine de la prévention du crime et de la lutte contre la délinquance et des mesures que l'on attend de l'Organisation des Nations Unies pour y répondre. Il existe cependant un écart important entre ces besoins et les mesures à prendre, d'une part, et les moyens dont on dispose pour satisfaire ces besoins, d'autre part. Soulignant l'urgence de l'application pratique des mandats nouveaux et passés, le Congrès a accordé un rang de priorité aux activités opérationnelles, ce qui l'a amené à préconiser un renforcement de la coopération internationale et de l'assistance technique fournie aux pays en développement pour lutter contre la criminalité et améliorer la qualité de la justice.

57. Le fait que le Congrès ait identifié un aussi grand nombre de nouveaux domaines d'intervention témoigne de l'ampleur des besoins à satisfaire dans ce domaine dans le monde entier et de l'insuffisance des moyens dont dispose l'Organisation face à la multiplication progressive des nouvelles formes de criminalité transnationale. La gravité du problème a été mise en lumière par le Congrès, le Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance, le Conseil économique et social et l'Assemblée générale dans des résolutions adoptées à l'issue des examens approfondis du programme de l'Organisation des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale 7/. Les propositions ci-après sont faites aux fins de l'application de ces mandats.

58. Dans le cadre de l'application des recommandations du Congrès, on s'emploiera à adopter une approche bien ciblée. Un des principaux objectifs du programme consistera à rationaliser et à affiner les activités. Le Congrès a cherché à faire

progresser ce processus. Bon nombre de ses décisions visent à optimiser les activités en cours ou celles qu'il reste à entreprendre. Certaines cherchent à consolider le travail déjà accompli et à favoriser les applications pratiques; d'autres précisent de nouveaux domaines de coopération internationale. Les propositions qui ont été formulées traduisent l'accent que le Congrès a mis sur les mesures pratiques et sur l'expansion des activités opérationnelles de vulgarisation. Les recommandations du Congrès, considérées conjointement avec le projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 (A/45/6), ont permis de définir un ensemble de priorités fondamentales pour le futur programme de l'Organisation des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale.

A. Criminalité transnationale

59. La criminalité transnationale a retenu toute l'attention du Congrès, qui a cherché à élaborer des mesures - notamment des instruments juridiques - pour assurer une collaboration plus efficace à l'échelle mondiale. En conséquence, de nouveaux instruments et normes bilatéraux et multilatéraux ainsi que des codes types seront mis au point. La législation type envisagée concernant la confiscation des revenus de la criminalité, ainsi que les normes devant régir l'assistance internationale en ce qui concerne le secret bancaire, devraient faciliter la saisie et la confiscation de ces revenus. Les normes internationales qu'il convient de formuler devront contribuer à empêcher le blanchiment de l'argent tiré d'activités criminelles organisées, telles que le trafic illicite des drogues et le terrorisme.

60. Comme le Congrès l'a demandé, des formulaires normalisés seront établis, notamment pour faciliter les demandes d'extradition et d'entraide et des dispositions pratiques seront mises au point pour promouvoir la collaboration entre les divers services des Etats intéressés. Une étude sera réalisée, qui servira de base à l'élaboration de normes uniformes en matière de sanctions frappant les actes de terrorisme, et des rapports seront consacrés à la violence terroriste.

61. On ne se bornera pas à élaborer divers moyens de combattre les pratiques négatives qui transcendent les frontières nationales, telles que la corruption; on proposera également des prototypes positifs. Afin de compléter le manuel sur les mesures pratiques contre la corruption (A/CONF.144/8), qui doit faire l'objet d'une large diffusion et dont l'application s'accompagnera d'une assistance internationale, un projet de code international de conduite à l'intention des agents de l'Etat sera formulé et présenté au Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance. Indépendamment de l'intérêt particulier que ce code présentera pour le personnel de l'appareil de justice pénale, il devrait aider les gouvernements à améliorer ce secteur de la fonction publique et à réduire les activités illicites.

62. Pour aider à harmoniser les législations nationales relatives aux principaux délits transnationaux et à combler les lacunes observées en la matière d'un Etat à l'autre, lacunes qui risquent d'être criminogènes ou de nature à faciliter le transfert d'opérations criminelles, des études de droit pénal seront consacrées à des questions telles que le crime organisé, le trafic illicite des drogues, la

corruption, la protection de l'environnement et du patrimoine culturel et les pratiques criminelles terroristes, des rapports périodiques rendant compte des faits nouveaux survenus entre temps. Ce travail devrait non seulement permettre de renforcer et d'harmoniser les législations nationales mais également incorporer des dispositions appropriées dans d'autres instruments internationaux (par exemple clauses relatives aux sanctions pénales dans les futures conventions internationales sur la protection de l'environnement), ce qui contribuera à la codification du droit pénal international et à la mise en place de la cour de justice pénale internationale dont la création a été proposée.

63. Des études de faisabilité seront également réalisées, par exemple sur l'établissement éventuel d'un registre universel ou régional des peines prononcées dans des affaires relatives à la criminalité transnationale, sur la mise en place d'une base de données informatisées sur les biens culturels volés et sur l'application de sanctions pénales aux délits informatiques.

B. Planification de la prévention du crime et gestion de la justice pénale

64. Le Congrès a souligné la nécessité de prendre des mesures à l'échelle internationale et nationale et le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans la promotion de mesures de prévention du crime plus efficaces et d'une justice plus humaine.

1. Planification de la prévention du crime

65. La formulation de directives aux fins de l'élaboration de stratégies intersectorielles multidisciplinaires, conformément aux résolutions sur la prévention du crime et la justice pénale dans le contexte du développement, les aspects sociaux du développement et la prévention de la délinquance en milieu urbain, pourrait faciliter la mise en oeuvre pratique de ces stratégies par les Etats Membres. Pour compléter l'inventaire des mesures exhaustives de prévention du crime, qui a été présenté au huitième Congrès, un inventaire des mesures visant des délits précis (par exemple vols avec effraction, vols commis avec violence et délits commis dans la rue) sera établi. Par ailleurs, des méthodes et techniques d'évaluation des politiques destinées à réduire la criminalité seront mises au point et présentées au Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance.

66. Une banque internationale de données sur les nouvelles mesures et programmes pilotes destinés à lutter contre la délinquance en milieu urbain sera mise en place à l'intention des organes chargés de la prévention du crime dans les Etats Membres. La coopération inter-Etats, notamment avec les pays en développement, sera favorisée au niveau de l'élaboration des politiques et dans les domaines scientifiques et techniques. Il s'agira notamment de promouvoir les échanges entre les villes et les collectivités locales qui exécutent des programmes de prévention et des projets de démonstration dans une optique multidisciplinaire et intersectorielle. Les organismes et services des Nations Unies seront également encouragés à tenir compte, lors de la formulation de leurs programmes, des priorités définies par le huitième Congrès. Il faudra en particulier assurer

l'appui et la coordination techniques pour aider les instituts régionaux et interrégionaux des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale à organiser des réunions et des échanges et intensifier les travaux de recherche et la formation dans ce domaine. Un appui technique sera également fourni au titre d'autres initiatives importantes telles que la Conférence internationale sur la sécurité, la drogue et la prévention de la criminalité en milieu urbain (Paris, 18-20 novembre 1991).

2. Gestion de la justice pénale

67. Le Congrès a préconisé la rationalisation de la gestion des systèmes de justice criminelle pour la rendre plus efficace et plus responsable, grâce à l'application de techniques de pointe, notamment de techniques informatiques, et par d'autres moyens, ainsi qu'un traitement plus humain et efficace des délinquants adultes et juvéniles et des victimes. L'application des divers principes directeurs adoptés nécessite une surveillance et une assistance continues, ainsi que l'établissement de rapports périodiques. Compte tenu du grave problème mondial qu'est le surpeuplement des prisons et des coûts humain et matériel élevés de l'emprisonnement, notamment de la détention préventive, le recours à des peines de substitution, notamment des peines non privatives de liberté et des peines s'appuyant sur la participation communautaire, sera encouragé dans le cadre de stages de formation, d'échange de connaissances spécialisées et de données d'expérience, ainsi que de projets de démonstration.

68. En ce qui concerne les politiques et les travaux de recherche, l'attention portera sur le traitement de catégories spéciales de délinquants, notamment ceux condamnés à de longues peines de prison, prisonniers toxicomanes et ceux infectés par le SIDA et le VIH, ainsi que sur la protection des jeunes délinquants privés de liberté. Les principes devant régir les mesures à prendre pour améliorer la gestion des établissements pénitentiaires pour adultes et jeunes seront complétés par des commentaires sur les nouvelles normes et autres moyens susceptibles de favoriser leur application pratique. L'incarcération ne devrait être envisagée qu'en dernier ressort et des options plus viables devraient être étudiées, notamment les moyens de traiter les jeunes délinquants ayant commis des délits graves et les jeunes multirécidivistes dont la carrière criminelle peut être attribuée à l'inadéquation du traitement qu'ils ont reçu.

69. L'Organisation des Nations Unies ne joue pas uniquement un rôle international, elle doit aussi aider les gouvernements à prendre des mesures efficaces aux échelons national et local dans les domaines ci-après : définition de critères et de repères pour mesurer la criminalité; identification des besoins prioritaires et de l'assistance technique nécessaire pour y répondre, notamment le matériel spécialisé et les compétences nécessaires, comme dans le cas de l'informatisation; des avis quant à l'application plus fréquente de mesures moins extrêmes que l'incarcération ainsi que le recours accru aux pratiques autochtones et aux traditions en tant que solutions de rechange à la justice pénale formelle; des avis sur les moyens de promouvoir le respect des droits de l'homme à l'administration de la justice. Le développement et le partage des connaissances, les projets de démonstration pratique et de la formation en cours d'emploi, en coopération avec les instituts des Nations Unies et les gouvernements intéressés, devraient

permettre d'élaborer des politiques viables en matière de traitement des délinquants, contribuer à conserver de précieuses ressources humaines et matérielles pouvant utilement être utilisées à des fins de développement.

70. Les contacts et les échanges systématiques, notamment entre responsables d'établissements pénitentiaires, seront encouragés pour permettre la centralisation de la communication de renseignements, l'établissement de modèles (par exemple aux fins de la collecte de statistiques relatives aux établissements pénitentiaires), l'organisation de séminaires et d'ateliers sur des questions d'intérêt mutuel et l'échange de compétences professionnelles et de données d'expérience nationale entre groupes particuliers de pays et à l'échelle mondiale.

71. On s'emploiera également à renforcer l'action de l'Organisation des Nations Unies au profit des victimes de la criminalité et d'abus de pouvoir ou de catégories particulières de victimes telles que les victimes du terrorisme, les enfants victimes d'exploitation par les milieux criminels, et les victimes de la violence dans la famille. Parmi les initiatives nécessaires pour donner effet à la résolution du Congrès relative à la protection des droits de l'homme des victimes et à la résolution 1990/92 du Conseil économique et social qui y est mentionnée, il convient de citer la large diffusion de la déclaration sur les principes fondamentaux de justice relatifs aux victimes de la criminalité et aux victimes d'abus de pouvoir et de la documentation pertinente devant contribuer à son application, l'établissement d'un inventaire exhaustif des mesures en faveur des victimes et des mesures de prévention de la victimisation, la recherche et le développement des compétences dans le domaine du traitement des victimes, l'assistance technique aux fins de la mise en place de services en faveur des victimes, la mise au point de moyens internationaux de réparation dans les cas où les voies nationales sont insuffisantes, le suivi et la réduction des cas graves de victimisation grâce à des techniques de règlement des différends, et l'exploitation des possibilités de financement et des autres moyens permettant d'alléger le sort des victimes.

C. Application des normes et principes directeurs de l'Organisation des Nations Unies

72. Bon nombre de pays ont appliqué avec succès les normes de l'Organisation des Nations Unies, mais d'importantes lacunes demeurent dans diverses régions du monde, comme l'ont fait ressortir les études que l'Organisation a consacrées à la question. Parmi les principaux obstacles à l'application des normes, le Congrès a relevé le manque de coordination dans les interventions, l'insuffisance des fonds disponibles, le rang de priorité peu élevé accordé à ces questions, l'insuffisance des ressources humaines et professionnelles et, trop souvent, le manque de volonté politique ou l'apathie du public. Une meilleure sensibilisation du public à ces questions pourrait susciter un soutien accru et des apports de ressources supplémentaires, tandis qu'un renforcement de l'assistance technique peut montrer comment les principes directeurs de l'ONU peuvent être concrètement appliqués.

73. L'Organisation des Nations Unies a été priée d'aider les gouvernements intéressés à appliquer les principes directeurs et les normes en menant à bien les tâches ci-après : élaboration de procédures efficaces en vue de leur application dans le contexte des stratégies de développement économique et social et des

changements intervenant dans diverses régions du monde; renforcement de la coopération technique et des services consultatifs; incorporation des instruments des Nations Unies dans les législations nationales et communication des normes et principes directeurs, dans la langue voulue et sous une forme appropriée, à tous les intéressés; application de procédés éducatifs et promotionnels dans des écoles, établissements d'enseignement supérieur et académies enseignant la justice pénale, ainsi que dans les facultés de droit et les groupes professionnels; étude du rôle des médias et de l'appui concret qu'ils peuvent apporter; accroissement de la participation communautaire; création d'une atmosphère de nature à favoriser le respect des principes consacrés dans les instruments et recherche de moyens de surmonter la résistance à ces principes; création ou renforcement de comités nationaux pour la promotion des normes et principes directeurs de l'ONU; renforcement des travaux de recherche aux fins d'évaluation.

74. La large diffusion des rapports sur l'application des normes et principes directeurs présentés au Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance et le renforcement du rôle du Comité et des congrès en ce qui concerne la supervision de l'établissement des rapports, leur évaluation et leur suivi, notamment la formulation de recommandations appropriées, devraient contribuer à leur application. Un appui direct aux Etats Membres grâce au renforcement des services consultatifs et à des activités de suivi concrètes dans le cadre de projets précis encouragerait l'action au niveau national et permettrait de répondre aux nombreuses demandes d'assistance technique qui émanent des pays souhaitant appliquer les normes et principes directeurs de l'ONU.

75. Un plan d'ensemble sera établi pour examen par un groupe spécial d'experts en 1991, des propositions concrètes devant être adressées au Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance en vue de promouvoir l'application des normes existantes et, le cas échéant, le renforcement ainsi que le suivi et l'évaluation de leur application pratique, également conformément à la résolution 1990/21 du Conseil économique et social.

D. Renforcement de la coopération internationale et programme de l'Organisation des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale

76. Le huitième Congrès a noté l'écart grandissant entre les besoins en matière de prévention du crime et de justice pénale à l'échelle mondiale et les mesures prises par l'Organisation des Nations Unies pour y répondre. Il a fait siennes les recommandations du Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance relatives à l'élaboration d'un programme international efficace de prévention du crime et de justice pénale et, conformément à la résolution 44/72 de l'Assemblée générale, il s'est attaché à y donner la suite voulue. Ce faisant, le Congrès a mis l'accent sur les modalités de coopération internationale qu'il faut tout particulièrement renforcer et élargir et sur les nouveaux moyens qu'il faudra mettre au point pour promouvoir cette coopération.

1. Coopération et assistance techniques

77. L'accent qui ne cesse d'être mis dans la plupart des résolutions sur la nécessité de prendre des mesures d'ordre pratique témoigne de l'importance qui est accordée au renforcement de la coopération et de l'assistance techniques dans le domaine du crime et de la justice pénale. Les appels à la fourniture de connaissances spécialisées extérieures et d'autres types d'aide nécessaires pour appliquer les normes et les principes directeurs de l'ONU ont été nombreux, tout comme l'ont été les mentions des problèmes et des besoins en matière de prévention du crime dans la plupart des pays en développement, qui souffrent par ailleurs de crises économiques, d'une pauvreté sans cesse croissante et d'un manque de connaissances et de moyens techniques appropriés.

78. Plusieurs moyens d'étendre l'assistance de l'ONU dans le domaine de la prévention du crime ont été proposés, notamment la fourniture de services consultatifs interrégionaux, régionaux et techniques supplémentaires, l'inclusion de projets ou d'éléments de projets pertinents dans les programmes de pays du PNUD, la mobilisation des ressources disponibles aux fins de la formation dans les pays développés et dans d'autres pays, l'accent étant mis en particulier sur certains domaines, la réalisation d'études de faisabilité et l'exécution de projets pilotes et de démonstration. Les organismes donateurs des Nations Unies ont été instamment priés d'accorder la priorité voulue à l'assistance dans ce domaine, compte tenu de son importance critique et des incidences négatives qu'a la criminalité sur le processus de développement. Certains efforts dans ce sens ont déjà été faits, notamment par le conseiller interrégional et les instituts régionaux, et en amenant le Fonds d'affectation spécial des Nations Unies pour la défense sociale à financer des activités de coopération technique et l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice à en réaliser; ces efforts ont jusqu'ici été limités par l'insuffisance des fonds disponibles, alors que la grande majorité des besoins critiques des pays en développement dans ce domaine demeure insatisfaite.

79. Bien que certains gouvernements aient parrainé certaines activités et projets, le manque de possibilités de les développer ou de les reproduire et l'insuffisance de l'infrastructure nécessaire pour réaliser d'autres activités appropriées de suivi ont empêché l'effet multiplicateur tant attendu de se produire. Si l'on veut que le cercle vicieux du manque de moyens d'accès aux instruments de coopération technique n'entrave pas davantage les efforts opérationnels dans le domaine de la prévention du crime, des mesures énergiques devront être prises pour le briser. Le consensus qui s'est dégagé au Congrès, au Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance et dans d'autres organes des Nations Unies à propos de cette nécessité impérieuse doit se traduire par des actions concrètes. A moins que les mesures qui s'imposent soient prises maintenant, la situation dans bon nombre de pays risque de se détériorer encore plus.

80. Certains pays, soucieux d'accélérer le processus de transition à un régime démocratique et à une économie de marché ou une économie mixte, ont adopté des politiques plus libérales de lutte contre la délinquance en décidant de traiter bon nombre de délinquants en dehors des établissements pénitentiaires et en révisant leur législation pénale. Malgré les demandes répétées d'assistance, celle-ci n'a

toutefois pu être fournie faute de moyens. La hausse très nette du taux de criminalité et l'apparition de nouveaux problèmes graves tels que le crime organisé et les crimes économiques, dans un certain nombre de ces pays, ne font qu'accroître leurs besoins. Sans aide préventive, la situation risque de se détériorer encore plus et d'avoir des incidences négatives non seulement sur la qualité de la vie, mais également sur le climat économique et les perspectives en matière d'investissement.

81. Certaines des activités qu'il a été demandé de réaliser, notamment dans le domaine de la formation, ont été inscrites dans le projet de plan à moyen terme et seront exécutées essentiellement en tant que programmes permanents des instituts régionaux des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale. Pour que l'Organisation des Nations Unies puisse s'acquitter des tâches en matière de formation que le Congrès lui a confiées dans ses résolutions, il faudra toutefois considérablement renforcer les efforts actuellement déployés, en particulier à l'échelle interrégionale, et élargir le rôle central de coordination qui est le sien. La mise en place du programme de coopération en matière de formation demandé suppose qu'on identifie et utilise les possibilités de formation disponibles dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale, en général, et dans les domaines sur lesquels le Congrès a mis l'accent, en particulier. Il s'agit d'une entreprise importante qui devrait toutefois permettre d'obtenir des résultats significatifs, en particulier si des rapports appropriés sont établis et maintenus avec les instituts des Nations Unies et avec les institutions gouvernementales professionnelles et scientifiques ainsi qu'avec le programme de bourses du Département de la coopération technique pour le développement, de manière à créer un réseau mondial de formation desservant les pays en développement et les autres parties intéressées qui ont des besoins précis.

2. Recherche et analyse aux fins de la formulation de politiques

82. Il faut procéder à des travaux de recherche dans plusieurs domaines nouveaux, par exemple les délits contre l'environnement et la criminalité informatique, et d'autres tels que le traitement des jeunes à risques, l'utilisation des enfants aux fins d'activités criminelles, la situation des condamnés à de longues peines de prison et la détention provisoire. En outre, des travaux de recherche comparée seront entrepris ainsi que des travaux de recherche aux fins d'évaluation pour pouvoir plus facilement déterminer les mesures à appliquer et les circonstances qui justifient le recours à ces mesures. L'accès des pays en développement aux résultats d'études empiriques sera élargi, tout comme la participation de ces pays à ces études, ce qui leur permettra d' étoffer leurs connaissances de base et leurs connaissances spécialisées.

83. Les accords de recherche conclus avec les instituts des Nations Unies et les milieux universitaires seront développés de façon à élargir la base scientifique des initiatives futures et assurer un flux systématique d'informations liées à ces travaux de recherche et la rétro-information des résultats de recherche. On s'attachera activement à procéder à des innovations expérimentales dans le cadre de projets pilotes et d'études de faisabilité en vue de promouvoir des mesures pratiques dans le contexte de l'assistance technique.

84. Les études consacrées par l'Organisation des Nations Unies à la justice pénale sont une importante source de données quantitatives et qualitatives sur la situation de la criminalité mondiale et les mesures de lutte contre la délinquance adoptées dans un contexte socio-économique. L'utilité de ces études a été reconnue tout comme l'ont été les problèmes auxquels se heurtent les pays en développement à la recherche de solutions appropriées. L'assistance fournie aux Etats à cet égard et l'établissement d'autres études devraient améliorer leur pertinence et leur couverture et permettre en outre d'élaborer des indicateurs, des indices et des techniques de prévision ainsi des profils nationaux et régionaux devant être établis en coopération avec les instituts des Nations Unies. Si elle se déroule bien, cette opération complexe peut servir de fonction essentielle de recherche et de service dont les résultats, qui seront incorporés à la base de données de l'ONU, aideront les pays à formuler leurs politiques en la matière.

3. Partage et échange d'informations

85. Dans un certain nombre de ses résolutions, le Congrès a demandé que soient créées des banques de données sur des questions particulières; dans d'autres, il a demandé que soient élargis les échanges et les réseaux d'information automatisés dans le domaine de la criminalité dans son ensemble. Ces demandes traduisent la nécessité, sans cesse soulignée, de disposer d'une base de connaissances empiriques aux fins de formulation de politiques et de programmation. On s'est efforcé de répondre à ces besoins en inaugurant le réseau d'information des Nations Unies sur la prévention du crime et la justice pénale. Les ressources humaines et matérielles nécessaires à son fonctionnement efficace n'ont toutefois, jusqu'ici, pas encore été obtenues. Si l'on veut que ce réseau joue le rôle qu'on lui a assigné et si l'on veut qu'il fournisse les bases de données et les services spéciaux demandés dans diverses résolutions, il faudra le doter du matériel et des effectifs nécessaires. Le développement progressif du réseau doit s'accompagner de l'expansion des centres d'échange régionaux et de la mise en place de liaisons avec les autres grands systèmes d'information sur le crime.

86. Les nouvelles demandes, notamment celles concernant le développement des services et installations permettant la fourniture systématique et continue d'apports au réseau d'information des Nations Unies par les correspondants nationaux, l'établissement de listes d'experts, d'organisations et autres sources d'assistance technique et de formation et l'automatisation des procédures judiciaires, ne rendent que plus manifeste la nécessité de disposer d'une infrastructure et de services informatiques adéquats. Ces services, s'ils devenaient disponibles, permettraient en outre de réaliser d'autres tâches importantes sur lesquelles le Congrès a mis l'accent, notamment la centralisation des informations relatives aux travaux de recherche, en particulier les résultats des travaux de recherche et d'évaluation et le transfert de connaissances. Il s'agit d'un projet ambitieux en raison de la nature multidisciplinaire des activités de prévention du crime et de lutte contre la délinquance, mais un service international efficace de ce genre devrait non seulement permettre aux gouvernements, praticiens et chercheurs d'avoir accès à des informations complètes et à jour, mais également leur permettre d'exploiter les éléments déjà disponibles et, à la longue, de réaliser des économies. Le volume de travail concernant l'application des normes de l'ONU augmentant rapidement, l'ensemble du système

d'établissement de rapports et de suivi doit être rationalisé et informatisé afin de renforcer l'efficacité et de faciliter l'établissement de rapports par les Etats Membres et l'analyse de ces rapports.

87. Il faut renforcer par tous les moyens possibles la fonction de diffusion de l'information de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du crime. Malgré les efforts qui ont été faits à ce jour dans ce sens et les mesures prises par certains gouvernements, les normes de l'Organisation des Nations Unies et les autres résultats de ses travaux ne sont pas suffisamment connus. L'élaboration et l'échange de matériaux didactiques dans des domaines identifiés par le Congrès seront entrepris. Il faut accroître la visibilité et la diffusion du programme de l'ONU en matière de prévention du crime et de justice pénale par divers moyens, notamment des publications, des brochures et des communiqués de presse visant un public particulier, ainsi que des campagnes d'information systématiques.

4. Collaboration et coordination

88. Pour certaines des activités envisagées, il faudra instaurer un nouveau type de collaboration avec d'autres entités des Nations Unies, notamment le Centre pour les droits de l'homme, le Bureau des affaires juridiques, le Programme des Nations Unies pour l'environnement et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance. Certaines résolutions du Congrès, comme celles relatives à la prévention de la criminalité urbaine et de la violence dans la famille, supposent une coopération avec d'autres entités de l'Office des Nations Unies à Genève, aussi bien dans le Centre pour le développement social et les affaires humanitaires qu'avec les organes de l'ONU oeuvrant dans le domaine des stupéfiants. Il faudra également établir des liens plus étroits avec les organisations intergouvernementales et non gouvernementales et avec les associations professionnelles et institutions scientifiques nationales et internationales.

89. Le réseau de coopération en matière de formation et le mécanisme de transfert de connaissances, en liaison avec le Conseil consultatif scientifique, devraient aider à promouvoir l'application de ces résolutions. La collaboration interorganisations n'a pas encore donné les résultats voulus bien que certaines initiatives conjointes aient été prises (par exemple avec l'OMS, pour le traitement des détenus infectés par le VIH et atteints du SIDA, et avec l'Unesco, pour la protection du patrimoine culturel). L'expérience montre que les activités de l'ONU dans le domaine de la prévention du crime ont presque toutes été exécutées par le Service de la prévention du crime et de la justice pénale, qui est également chargé, en vertu de la résolution 1979/19 du Conseil économique et social, de coordonner les tâches dans ce domaine.

90. Les sources de financement bénévoles doivent être exploitées plus systématiquement, sous réserve du temps et des effectifs disponibles. La faiblesse persistante du niveau des contributions versées au Fonds d'affection des Nations Unies pour la défense sociale, malgré la générosité de certains gouvernements, confirme le fait que les activités d'appel de fonds constituent un processus intense nécessitant au préalable la formulation de projets et des négociations avec les donateurs potentiels, ainsi que des capitaux d'amorçage pour les entreprendre. Il en est de même des contacts indispensables avec les

organismes de financement des Nations Unies et avec des fondations extérieures à l'ONU, contacts qui sont entravés par des facteurs d'ordre géographique et logistique.

91. Les instituts des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale jouent un rôle précieux mais éprouvent de sérieuses difficultés à s'acquitter de leurs fonctions, en particulier ceux situés dans des régions en développement comme l'Afrique et l'Amérique latine, en raison de l'insuffisance de l'appui matériel qu'ils reçoivent des pays des régions qu'ils desservent. La création et le renforcement des institutions ainsi que les activités d'appel de fonds et de diversification nécessiteront un travail intensif, en particulier en ce qui concerne l'Institut africain nouvellement créé.

92. Reconnaissant ces problèmes, le Congrès a demandé qu'un appui suffisant soit apporté aux instituts des Nations Unies qui ont un rôle crucial à jouer dans la coopération internationale et Sud-Sud. Le soutien pourrait leur être apporté de diverses façon, notamment par un appui technique, des visites sur place, des détachements de personnel, des initiatives en matière de formation et des projets de recherche conjoints, de réunions d'information et des consultations périodiques, une assistance en matière de programmation et d'appels de fonds et d'autres initiatives, dans la limite des ressources disponibles. Afin de renforcer la collaboration entre les instituts, il faudra exploiter un plus grand nombre de possibilités communes et procéder à des échanges. Il en est de même des initiatives tendant à améliorer le fonctionnement du réseau de correspondants nationaux et d'anciens étudiants des instituts.

93. Une coordination d'un autre type est nécessaire pour encourager les actions communes des Etats contre la criminalité transfrontière qui pose des problèmes d'intérêt mutuels. Cela peut se faire en élaborant, en encourageant et en surveillant des accords de coopération pratique et des projets opérationnels auxquels participeront des responsables de l'application des lois et des fonctionnaires des services des douanes de plusieurs pays connaissant des problèmes analogues ainsi que d'autres personnes intéressées, notamment les représentants du parquet et les juges participant à des enquêtes sur des crimes transnationaux.

5. Renforcement de la capacité institutionnelle

94. Le huitième Congrès a approuvé un plus grand nombre d'instruments et adopté davantage de normes et de principes directeurs que tous les congrès précédents réunis. L'accent mis dans les résolutions sur l'application souligne combien il importe de les traduire dans les faits. Il a été noté que, si les priorités spécifiques variaient d'un pays à l'autre, bon nombre de pays, en particulier les pays en développement, avaient des besoins très divers. L'importance accrue de cette question a été reconnue dans le projet de plan à moyen terme, où elle figure en tant que programme distinct intitulé "Prévention du crime et justice pénale" (voir A/45/6, Prog. 29). Ce programme comporte trois sous-programmes détaillés correspondant aux grands domaines correspondants et aux principales activités prévues au titre du programme. Les nouveaux mandats peuvent être incorporés dans ce cadre général et supposent une gamme importante de tâches supplémentaires.

95. La demande tendant à constituer un groupe de travail intergouvernemental et à convoquer une réunion ministérielle au sommet en vue d'établir un programme de prévention du crime et de justice pénale viable porte sur des mesures qui devraient donner des résultats concrets. Puisque, malgré les récentes études consacrées au programme et les résolutions successives de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social, la situation n'a guère évolué, le Congrès a envisagé cette modalité pour solliciter le concours des gouvernements et de l'ensemble de la communauté internationale pour sortir de cette impasse. En attendant que les moyens nécessaires soient fournis pour cette tâche urgente, que les résolutions pertinentes soient appliquées et que le programme de l'Organisation des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale soit renforcé et rationalisé, le Congrès s'est fait l'écho de la volonté des gouvernements de combler l'important écart entre les nombreux besoins et les mesures limitées prises pour y répondre. Le groupe de travail et la réunion interministérielle devraient mettre au point les détails d'un programme de l'ONU réellement efficace dans un domaine qui préoccupe au plus haut point bon nombre de pays et qui mérite, dans le cadre du système des Nations Unies, un rang de priorité plus élevé que celui qu'il a reçu jusqu'ici.

IV. PROPOSITIONS CONCERNANT LES MESURES A PRENDRE

96. Il faut entreprendre dès que possible de nouvelles activités pour donner suite aux décisions du huitième Congrès. Celui-ci a identifié toute une série de besoins qui ne sont pas satisfaits en raison des moyens limités dont on dispose sur le plan national et international pour faire face à la situation de plus en plus grave créée par la criminalité. Il a demandé que des rapports intérimaires sur plusieurs questions soient soumis au Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance au début de 1992, ce qui exigera un travail intensif en 1991. Le groupe de travail intergouvernemental et le sommet ministériel sont d'importantes initiatives qui exigent une préparation minutieuse pour donner les meilleurs résultats possibles.

97. Les nouvelles tâches assignées par le Congrès comprennent la préparation d'une douzaine de manuels, de recueils de principes directeurs, de répertoires ou de publications techniques, une série de rapports périodiques à soumettre au Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance et 16 rapports sur de nouveaux sujets pour le neuvième Congrès. Outre l'établissement de neuf banques de données, le Congrès a prévu la convocation de huit groupes de travail, dont le service doit être assuré, et la fourniture d'une assistance technique aux Etats Membres pour l'exécution de presque toutes les résolutions adoptées. Les activités liées à l'exécution de ces tâches sont les suivantes :

1. Extension du réseau d'information des Nations Unies sur la justice pénale en vue de rendre des services supplémentaires à un plus grand nombre d'utilisateurs et de développer les bases de données internationales suivantes :

- a) Informations fournies par les correspondants nationaux;
 - b) Informations sur les ressources disponibles en matière de formation en vue de l'établissement d'un réseau de formation fondé sur la coopération;
 - c) Mesures prises pour lutter contre la criminalité, notamment sous forme de nouvelles initiatives et de projets pilotes, et pour prévenir certains crimes, aux fins de l'établissement des inventaires demandés;
 - d) Mesures prises en faveur des victimes de la criminalité, aux fins de l'établissement de l'inventaire demandé;
 - e) Base de données informatisée sur les biens culturels volés et sur les mesures prises pour combattre la criminalité visant ces biens;
 - f) Base de données informatisée sur les activités criminelles terroristes en vue de l'établissement de rapports annuels : informations sur les incidents, les arrestations, les poursuites, les jugements et les condamnations aux fins de leur diffusion internationale;
 - g) Etude de faisabilité sur l'établissement d'un registre universel et/ou régional des décisions judiciaires rendues dans des affaires de criminalité transnationale;
 - h) Informations sur les méthodes et les techniques utilisées pour évaluer les politiques visant à réduire la criminalité;
 - i) Informations sur les programmes d'informatisation de la justice pénale.
2. Compilation et analyse des statistiques relatives à la criminalité :
- a) Etablissement d'indicateurs, de projections et de profils nationaux et régionaux en matière de justice pénale pour permettre à l'Organisation des Nations Unies de faire des études plus fiables, plus complètes et plus fréquentes sur les tendances de la criminalité, la prévention du crime et les stratégies en matière de justice pénale;
 - b) Assistance aux pays et aux instituts régionaux des Nations Unies;
 - c) Etablissement de rapports biennaux.
3. Prévention du crime par l'application effective des lois :
- a) Promotion des stratégies et des mesures de prévention du crime au moyen d'inventaires et de manuels;
 - b) Application des progrès technologiques modernes à la prévention du crime et à la lutte contre la délinquance, y compris la préparation d'un manuel et la mise au point de projets pilotes et de projets de démonstration;

/...

- c) Promotion de la collaboration entre les services de police nationaux, notamment dans la lutte contre la criminalité transnationale.
4. Amélioration de la gestion de la justice pénale :
- a) Application des techniques modernes de gestion et des technologies nouvelles telles que l'informatisation;
 - b) Evaluation de l'efficacité de la justice pénale du point de vue du rapport coûts-avantages;
 - c) Amélioration de la qualité du personnel grâce à la formation ainsi qu'à la formulation et à la promotion d'un code de conduite des fonctionnaires de l'administration publique;
 - d) Planification intégrée des systèmes de justice pénale; évaluation des besoins et projets pilotes.
5. Formation et éducation en matière de prévention du crime et de justice pénale :
- a) Préparation d'un manuel sur l'éducation en matière de prévention du crime et de justice pénale et autre matériel de formation - coffrets, modules, auxiliaires audio-visuels et cours par correspondance;
 - b) Formation de formateurs grâce à des séminaires, des ateliers, des programmes spéciaux d'études et d'échanges, en collaboration avec les instituts régionaux des Nations Unies;
 - c) Mise au point d'un programme international de formation fondé sur la coopération, grâce à la collecte d'informations sur les moyens de formation disponibles sur le plan national, régional et international et à l'octroi d'une aide aux fins de leur évaluation.
6. Protection de l'environnement et justice pénale :
- a) Etablissement de rapports sur l'évolution de la situation dans le domaine du droit pénal de l'environnement;
 - b) Etude de la possibilité d'harmoniser les dispositions des instruments internationaux existants qui prévoient l'imposition de sanctions pénales en vertu des lois nationales;
 - c) Formulation de dispositions concernant l'imposition de sanctions pénales en vertu du droit interne et du droit international et l'indemnisation des victimes, aux fins de leur incorporation dans de futures conventions internationales relatives à la protection de l'environnement.

7. Crime organisé et crime économique, y compris la corruption :
 - a) Inventaire/manuel des mesures à prendre contre le crime organisé;
 - b) Etablissement de principes directeurs pour la protection des entreprises légitimes contre leur infiltration par le crime organisé;
 - c) Mesures à prendre pour lutter contre le blanchiment de l'argent, confiscation des profits illicites du crime organisé et détection des activités illicites;
 - d) Protection des juges et des témoins.
8. Prévention du terrorisme et autres formes de violence :
 - a) Etude en vue de l'élaboration d'une convention pour la protection des cibles particulièrement vulnérables et l'assistance aux victimes;
 - b) Mesures d'application des lois antiterroristes;
 - c) Profils psychologiques, intervention en cas de crise et autres techniques de règlement non violent des conflits destinées à prévenir ou à régler les incidents terroristes.
9. Législation type et application des traités :
 - a) Etablissement d'une législation nationale type sur la protection des biens culturels, y compris les mesures de prévention et de répression et les stratégies interétatiques;
 - b) Etude de faisabilité sur le renforcement des instruments existants relatifs à la coopération interétatique en matière de justice pénale et/ou des traités multilatéraux, en commençant par les traités relatifs à l'extradition, y compris l'établissement de formulaires types;
 - c) Aide aux Etats Membres pour l'établissement d'une législation relative à l'utilisation de traités types pour la conclusion d'arrangements bilatéraux;
 - d) Travaux préparatoires pour l'élaboration d'un traité type sur le transfert de l'exécution des sanctions pénales.
10. Régime pénitentiaire :
 - a) Formulation de principes directeurs et autres moyens d'encourager la mise en place d'une administration pénitentiaire plus appropriée et plus humaine (y compris des mécanismes de supervision), l'accent étant mis sur le respect des droits des prisonniers;

- b) Etablissement de normes opérationnelles et d'indicateurs convenus pour l'évaluation de la pratique dans les domaines visés par les règles minima des Nations Unies;
 - c) Principes directeurs pour le traitement de catégories spéciales de détenus - personnes placées en détention préventive, condamnées à la réclusion perpétuelle, infectées par le VIH ou atteintes par le SIDA, femmes et mineurs;
 - d) Promotion de solutions de rechange à l'incarcération, y compris la préparation d'un commentaire sur les Règles de Tokyo;
 - e) Etudes comparatives visant à étendre la portée des solutions non privatives de liberté, à harmoniser les lois nationales et à faciliter leur application au-delà des frontières conformément aux traités types.
11. Protection et indemnisation des victimes de la criminalité et des victimes d'abus de pouvoir :
- a) Mise au point de procédures opérationnelles pour suivre l'évolution de la situation en vue de réduire les cas de victimisation grave;
 - b) Mise au point et application d'une procédure de médiation et autres formes de règlement non violent des conflits;
 - c) Etablissement d'un inventaire de mesures à prendre en faveur des victimes, notamment des catégories spéciales de victimes telles que les victimes du crime organisé, du terrorisme et des délits écologiques, et pour assurer la protection des groupes particulièrement vulnérables tels que les jeunes et les membres de groupes minoritaires;
 - d) Préparation d'un manuel sur les mesures à prendre contre la violence dans la famille;
 - e) Etude sur l'exploitation et l'utilisation des enfants pour des activités criminelles;
 - f) Etude de faisabilité sur la mise au point de moyens internationaux de recours et de réparation applicables dans les cas où les recours internes risquent d'être insuffisants, y compris la création éventuelle d'un fonds des Nations Unies pour les victimes.
12. Coopération et assistance technique pour l'application des normes et des principes directeurs des Nations Unies :
- a) Préparation d'un plan détaillé pour surveiller l'application des normes des Nations Unies;
 - b) Evaluation des besoins en matière d'assistance;

- c) Mise au point de méthodes permettant d'évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs fixés;
- d) Lancement de projets pilotes et renforcement des services consultatifs à cette fin.

V. CONCLUSION

98. Les incidences sur le budget-programme des projets d'instrument et de résolution soumis à l'Assemblée générale sont publiées séparément.

99. Dans son rapport sur l'activité de l'Organisation, le Secrétaire général a souligné la nécessité d'une action internationale concertée contre le désordre social, le crime, la violence et les autres maux qui compromettent les chances d'atteindre les objectifs ultimes du développement - un ordre mondial stable et une condition humaine meilleure. Maintenant que les perspectives d'une paix mondiale se rapprochent - et ce, en dépit des problèmes persistants - et que le respect des droits et des libertés fondamentales de l'homme s'impose, il existe un espoir de surmonter les obstacles qui s'opposent à leur exercice. La paix intérieure et la primauté du droit sont de plus en plus menacées par le crime qui, sous ses nouvelles formes transnationales, compromet la possibilité d'une croissance nationale soutenue et sape les bases des institutions sociales légitimes et mêmes les relations entre Etats. Il faut donc prendre d'urgence des mesures efficaces, conformément aux recommandations du Congrès, pour s'attaquer aux problèmes qui menacent la sécurité tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Si elles sont suffisamment novatrices et si leur portée est suffisamment large, ces mesures pourraient avoir un impact réel et prévenir une nouvelle aggravation de la criminalité, qui nuit à la qualité de la vie dans le monde entier. Elles pourraient aussi renforcer le respect de la justice, qui est la condition essentielle de tout ordre national ou international viable.

100. Le huitième Congrès des Nations Unies n'a pas seulement montré la voie à suivre, il a aussi formulé des directives concrètes. Conscient de l'écart qui existe encore entre les déclarations de principe - et même les normes généralement admises des Nations Unies - et la pratique, il a déclaré qu'il fallait trouver des moyens de combler cet écart et aider les gouvernements à le faire. Il a envisagé une collaboration efficace sur le plan international et national et souligné le rôle que l'Organisation des Nations Unies pourrait jouer en servant de cadre à des progrès soutenus dans la lutte contre les phénomènes pernicieux du crime contemporain. Il a reconnu que la volonté politique et les connaissances techniques étaient également indispensables au succès de cette lutte.

101. C'est à l'Assemblée générale qu'il appartient de décider des mesures à prendre pour donner effet aux recommandations du Congrès et réaliser ses espoirs. Le fait que les gouvernements qui participaient au Congrès - et qui étaient représentés par des responsables de haut niveau - aient adopté toutes les résolutions par consensus montre que ces gouvernements estiment, d'un commun accord, que des mesures énergiques s'imposent et que l'Organisation des Nations Unies doit réagir plus vigoureusement aux dangers du crime en relevant le défi qui lui est lancé. Les récents événements ont montré que l'Organisation était capable d'un effort

collectif pour lutter contre des périls communs. Les liens néfastes qui existent entre le crime organisé, le trafic illicite de la drogue, la corruption, la violence et un grand nombre d'autres crimes ont révélé la futilité de mesures fragmentaires. Pour avoir des chances de succès, une stratégie mondiale doit s'attaquer aux problèmes cruciaux de notre époque avec cohérence et clairvoyance, non seulement pour remédier aux graves dangers du moment, mais aussi pour ouvrir la voie d'un avenir meilleur.

Notes

1/ Le huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants s'est tenu à La Havane du 27 août au 7 septembre 1990. Pour le rapport du Congrès, voir A/CONF.144/28.

2/ Pour le rapport du Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance sur les travaux de sa onzième session, voir Documents officiels du Conseil économique et social, 1990, Supplément No 10 (E/1990/31).

3/ Résolution 35/171 de l'Assemblée générale, annexe.

4/ Voir Septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, Milan, 26 août-6 septembre 1985 : rapport établi par le Secrétariat (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.86.IV.I), chap. I, sect. A.

5/ Ibid., sect. B.

6/ Voir Droits de l'homme : Recueil d'instruments internationaux (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.88.XIV.1), sect. G.

7/ En ce qui concerne les seuls instruments, il n'existait jusqu'en 1978 qu'un seul instrument international nécessitant l'établissement de rapports périodiques; 10 années plus tard, ils étaient au nombre de 10; comme suite aux décisions du huitième Congrès, il y en aura 25. Le volume de travail s'est également accru de façon exponentielle à tous les égards alors que les maigres ressources disponibles pour ce programme n'ont pas augmenté. Voir également le rapport du Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance sur sa onzième session, E/1990/31, chap. II, III et IV, et Add.1.
